

La DG veut enterrer l'avenir des missions...

IL EST URGENT D'AGIR !

Provocateur ce titre ? Certainement ! Mais, en fait, ce sont surtout les propositions de la Direction générale sur l'avenir des missions qui le sont ! Pour la CGT, elles sont inacceptables car elles nous conduisent droit dans le mur.

Ces orientations, les voici :

- ▶ **Disparition du guichet fiscal unique** qui était le principal argument pour justifier la fusion. C'en est fini ! Tout doit disparaître : SIP, trésoreries... liquidés au profit des centres de paiement et de contact. C'est une industrialisation à outrance des procédures de réponses qui s'annonce, éloignée des préoccupations des usagers. C'est ce que la Direction générale appelle « *l'accueil pluriel* ».
- ▶ **Dématérialisation** : c'est évidemment : la grande « tarte à la crème » de l'administration qui ne jure que par elle et qui, derrière son plaidoyer hypocrite pour un meilleur service à l'utilisateur, y voit surtout le moyen de continuer à détruire les emplois et le service public. Bien sûr, la main sur le cœur, on nous assure que l'accueil physique ne disparaîtra pas...Sauf qu'il sera de plus en plus éloigné des usagers qui, après avoir vu disparaître leur trésorerie, leur SIE ou SIP, devront parcourir plusieurs dizaines de kilomètres pour accéder aux services de la DGFIP, dès lors qu'ils ne disposeront pas d'un accès internet à haut débit, ou que la réponse à leur problème ne sera pas disponible via le « portail usager ».
- ▶ **Concentration** : c'est la piste mise en avant par la DG pour l'ensemble des missions et pour toutes les structures : SIP, SIE, SPF, etc. Tout doit être regroupé pour créer des grandes structures qui sont, évidemment, baptisées sans vergogne dans la bouche du Directeur général de « plus efficaces » car plus « professionnelles ». Et pour concrétiser cette démarche, la DG n'est pas en panne d'idées : par exemple, dans le secteur public local, on enlèverait le contrôle de la dépense dans les plus petites structures. Il n'y aurait plus aucun espoir de survie des petites trésoreries et des structures à taille humaine, sans parler de la responsabilité des comptables qui n'existerait plus...

Dans un tel schéma, c'est bien tout le réseau de la DGFIP qui est voué à disparaître, en laissant à l'abandon des pans entiers du territoire et des agents ballottés au gré des restructurations.

- ▶ **Régionalisation/ Supra-régionalisation** : non content de concentrer les structures sur un département, la DG cherche à renforcer la régionalisation des missions. A 22 régions, c'était déjà problématique, alors à 13 !... C'est ce qu'elle développe avec l'objectif de regrouper les services des ressources humaines dans des centres spécialisés, supprimant la proximité de gestion des agents, en réduisant les compétences dans les DDFIP. C'est la même démarche que la DG veut appliquer à toutes les « missions supports. » Cette démarche est déjà appliquée pour la réorganisation du contrôle fiscal, avec la suppression des brigades dans les DDFIP et le rattachement de vérificateurs ainsi que des BCR, aux DIRCOFI.»

- ▶ **Mobilité et Profilage** : Au regard des évolutions avancées, la Direction générale ne peut accepter que les agents bénéficient de règles de gestion leur garantissant une égalité de traitement. Dans sa logique, les règles existantes, loin d'être améliorées, doivent être remises en cause pour leur substituer une démarche de profilage, c'est-à-dire pouvoir décider de manière totalement arbitraire « *où et qui* » exercera telle ou telle mission. Là encore, c'est un reniement des engagements liés à la fusion, puisque les agents se verront cantonnés dans un métier prédéfini, où seules les réformes de structures leur offriront la possibilité d'évoluer.

Montreuil, 25/2/ 2016

**Syndicat national
CGT Finances Publiques**

• Case 450 ou 451
• 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
• www.financespubliques.cgt.fr
• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr
• dgfip@cgt.fr
• Tél : 01.55.82.80.80
• Fax : 01.48.70.71.63

Alors que le chômage et la précarité augmentent chaque jour dans le pays, le rôle de cohésion sociale de la DGFIP est de plus en plus primordial pour la population. Les orientations actuelles, au lieu de répondre aux besoins croissants, ont pour point commun d'éloigner les usagers du service public mais aussi, les agents du terrain. Il s'agit aussi de multiplier les « *miroirs aux alouettes* » comme la dématérialisation, qui loin de réduire la charge de travail, transforme les tâches et les rendent parfois encore plus pénibles.

Les orientations annoncées par la Direction générale ne répondent donc ni aux besoins de la DGFIP, ni à ceux de

la société, ni aux agents en charge de ses missions.

Pour la CGT, elles fragilisent et déshumanisent le service public. Elles visent à la déstructuration de la DGFIP puis à sa liquidation pure et simple. Leur logique, purement comptable, repose sur de pseudo-gains de productivité justifiant toujours plus de suppressions d'emplois au détriment des missions. Ce cercle « vicieux » que la DGFIP appelle « vertueux » vise la seule rentabilité comptable et la réduction des coûts.

Ces choix sont mortifères et la CGT considère qu'ils doivent être combattus avec la plus grande détermination.



C'est le sort de notre administration, de ses missions et de ses agents qui est fondamentalement en jeu !

A l'opposé de ces orientations, lors du dernier CTR, la CGT a rappelé que la priorité devait être donnée au renforcement des missions de la DGFIP, à l'attribution des emplois et des moyens, permettant leur plein accomplissement et des conditions de vie au travail satisfaisantes.

Face à l'entreprise de liquidation à l'œuvre, la CGT Finances publiques considère comme une priorité absolue la tenue

d'assemblées générales d'agents, avec leurs organisations syndicales.

Au-delà des formes qu'il convient d'adapter aux réalités des directions, il nous faut absolument échanger, ensemble, sur les mesures annoncées, construire des revendications concrètes, service par service, et débattre des actions à entreprendre au niveau local comme au niveau national.

**PRENDRE LE CHEMIN D'UNE INTERVENTION COLLECTIVE
PUISSANTE ET DÉTERMINÉE, C'EST LE SEUL CHEMIN !**

**TENONS DES AG PARTOUT !
C'EST L'URGENCE !**

